

Paris, le 30 mars 2009

Pour aider les PME à surmonter la crise, « Un engagement total de la part des gouvernements » s'impose

Les participants à la table ronde sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat organisée à Turin, en Italie, en coopération avec l'OCDE se sont mis d'accord pour dire que les gouvernements doivent prendre en considération les besoins et le potentiel des petites et moyennes entreprises pour surmonter la crise économique mondiale, en particulier par des mesures destinées à renforcer la croissance fondée sur l'innovation.

Le secrétaire général adjoint de l'OCDE, M. Pier Carlo Padoan, a déclaré que « des injections massives de fonds publics sont réalisées et qu'il est nécessaire de s'assurer que cela en vaut la peine. Les mesures visant à renforcer la croissance fondée sur l'innovation sont partie intégrante de la réponse à long terme à la crise. Il faut aussi rétablir la confiance et remettre les fonds privés sur pied. Les PME saines ne doivent pas disparaître avec la crise du crédit. »

Accueillie par Intesa Sanpaolo, la première banque italienne, sous les auspices du Groupe de Travail sur les PME et l'Entrepreneuriat (GTPMEE) de l'OCDE, la Table ronde sur l'Impact de la crise mondiale sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat et les réponses en termes d'actions des pouvoirs publics, a réuni 37 pays/économies les 26 et 27 mars pour discuter de nouvelles solutions possibles pour répondre aux problèmes de financement des PME.

Les difficultés d'accès au financement restent l'un des principaux obstacles à la création, la survie et la croissance des PME, en particulier des plus innovantes d'entre elles, et le problème est exacerbé par la crise économique mondiale. Les discussions de la table ronde serviront à la préparation ultérieure d'un document du GTPMEE qui sera une contribution à la « Réponse stratégique de l'OCDE sur la crise financière et économique », participant au processus de réflexion lancé par le G20 et par le G8.

Soulignant la nécessité de liens plus forts entre la finance et les entreprises au niveau local, Enrico Salza, Président d'Intesa Sanpaolo, a affirmé que la finance ne devait pas perdre de vue son lien fondamental avec l'économie au quotidien. « Plus la finance se mondialise, plus il devient nécessaire de maintenir un lien fort avec les principaux acteurs économiques au niveau local. Il est vital de remettre en place et de maintenir les relations entre banques et entreprises au niveau local ».

Les participants ont évoqué les mesures ci-après qui ont été mises en place par les gouvernements :

- La mesure la plus utilisée est l'extension des programmes de prêts et de garanties de prêts à l'intention des PME. Les intervenants ont également décrit d'autres mesures prises par leurs gouvernements telles que la nomination de « médiateurs du crédit », le suivi du volume de prêts accordés aux PME par les banques à travers une obligation de rendre des comptes et l'établissement d'un code de conduite applicable aux prêts aux PME. Une autre mesure intéressante est l'octroi direct par certains gouvernements d'accords de préfinancement aux PME, que celles-ci peuvent faire valoir auprès des banques pour obtenir des prêts garantis.
- Pour résoudre les problèmes de liquidités, les pays ont mis en place un certain nombre de mesures fiscales telles que des réductions ou des reports d'impôts, ou encore le report du paiement des contributions sociales.
- Les PME intégrées à des chaînes de valeur sont particulièrement vulnérables, c'est pourquoi certains gouvernements garantissent leurs comptes à recevoir. Dans plusieurs pays, les plans de relance prévoient d'allouer un certain pourcentage des appels d'offres aux PME. Un autre problème majeur signalé par plusieurs intervenants est l'augmentation des délais de paiement. Pour résoudre les problèmes de liquidités certains gouvernements montrent la voie en payant leurs fournisseurs dans les 30 jours. De surcroît, la Commission européenne est en train de revoir la directive sur les délais de paiement afin d'améliorer le comportement des entreprises en la matière.

- Certains gouvernements ont décidé de favoriser l'apport de capital-risque privé via le co-investissement.
- D'autres ont entrepris de réduire, voire d'éliminer, les taxes sur les revenus des capitaux investis dans les PME via des fonds de capital-risque.
- Les besoins de financement spécifiques des micro-entreprises (moins de 10 employés) qui sont majoritaires dans le secteur des PME, ont été étudiés. Dans les secteurs traditionnels, les petites entreprises ont souvent des besoins financiers modestes pour conduire leur activité. Ces besoins pourraient être couverts par le micro financement dans les pays qui n'ont pas encore mis en place de tels programmes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter www.oecd.org/cfe/sme/globalcrisis